

SAVING
LIVES
CHANGING
LIVES



Bulletin de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones d'accès difficile

WFP RAM | Food Security Analysis

Burkina Faso | mars 2024

SOMMAIRE

MÉTHODOLOGIE DE COLLECTE DE DONNÉESP2

SITUATION SÉCURITAIRE ET DÉPLACEMENT DE POPULATIONP2

SITUATION DE LA DISPONIBILITÉ DES DENRÉES ALIMENTAIRESP3

SITUATION DES OPÉRATION HÉLIPORTÉES DU PAMP3

RÉSULTATS DU CADRE HARMONISÉ DE MARS 2024P4

SITUATION DES MARCHES, LES PRIX ET REVENUSP4

SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE DES MÉNAGESP5

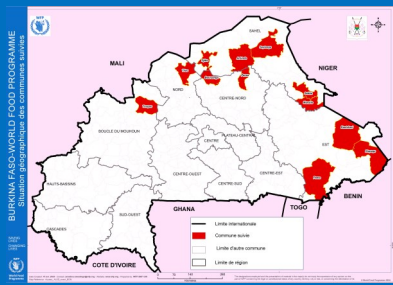


World Food
Programme

METHODOLOGIE DE COLLECTE DES DONNEES

Le suivi des zones d'accès limitées (ZAD) se fait à travers la collecte de données qualitative et quantitative par les agents de suivi du PAM sur le terrain, les partenaires coopérants et les TPM. Les données sont collectées à travers les observations, les entretiens avec les personnes ressources et des enquêtes ménages.

Le dispositif mis en place suit actuellement douze communes d'accès difficile, réparties dans les régions du Sahel, du Nord, de l'Est, du Centre-Nord et de la Boucle du Mouhoun.



Au cours du mois de mars, la collecte des données qualitative par les agents de suivi terrain s'est déroulé du 20 au 25 mars.

Les prix utilisés sont collectés par la SONAGESS sur les marchés de ces zones à risque.

Une collecte de données à distance a été réalisée dans quatre communes où le réseau téléphonique est toujours fonctionnel sur la période.

Région	provinces	Communes
Sahel	Oudalan	gorom
Nord	Loroum	Titao
Est	Kompienga	Pama
Sahel	Yagha	Sebba
Est	Tapoa	Kantchari
Boucle du Mouhoun	Sourou	Tougan
Sahel	Soum	Arbinda
Sahel	Soum	Djibo
Sahel	Yagha	mansila
Centre-Nord	Bam	Bourzenga
Centre-Nord	Sanmatenga	Pensa
Est	Tapoa	Diapaga

SITUATION SECURITAIRE ET DEPLACEMENT DE POPULATION

La situation sécuritaire au mois de mars a été marquée par quelques incidents sécuritaires et des déplacements de population. Le sentiment d'insécurité est très présent chez 64% la population. De nouveaux déplacements sont enregistrés, mais aussi il est noté des retours de population dans leur localité d'origine.

Des incursions et attaques de groupes armés enregistré

De nouvelles attaques de groupes armés ont enregistrées dans 50% des communes suivies. La commune de Gorom-Gorom dans le Sahel a enregistré le plus d'attaques, soit 4 attaques dans le mois. les communes de Pama et Titao ont enregistré chacune deux attaques et les communes de Kantchari et Sebba, une attaque chacune.

Ces attaques ont entraîné des vies humaines et des dégâts matériels.

Des résultats de l'enquête ménages dans 4 des 10 communes, il ressort que 49% des personnes interrogées affirment avoir constaté des incursions de groupe armé dans leur localité. Cette proportion est plus élevée à Djibo (84%) et plus faible à Gorom-Gorom (16%).

Le sentiment d'insécurité toujours grandissant au sein des populations

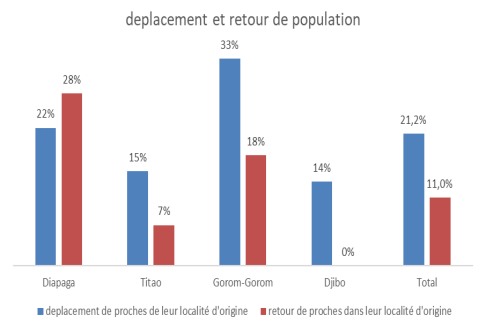
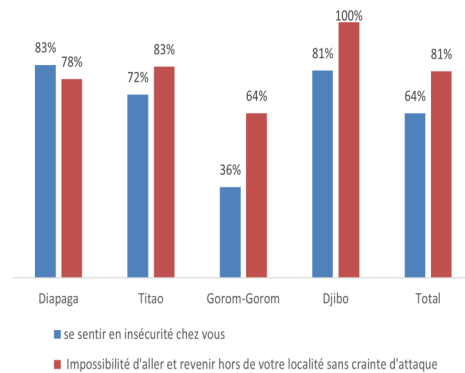
Des enquêtes ménages conduits dans quatre communes (Diapaga, Titao, Gorom-Gorom et Djibo), il ressort que le sentiment d'être en insécurité est présent chez 64% des personnes enquêtées.

Les mouvements hors de commune demeurent quasi-impossible pour les populations. Dans les quatre localités enquêtées, 81% des personnes interrogées estiment impossible d'aller et venir à l'intérieur et hors de la commune sans risque pour sa sécurité. Cette proportion atteint 100% à Djibo. La commune de Gorom-Gorom a la plus faible proportion qui est 64%.

Les déplacements de population se poursuivent dans les deux sens

Les déplacements de populations demeurent fréquents dans les localités suivies. Dans les communes où l'enquête ménages a été conduite, 21% des personnes interrogées déclarent connaître des proches qui ont dû quitter leur localité d'origine du fait de l'insécurité. Cette proportion est plus élevée à Gorom-Gorom (33%) et plus faible à Djibo (14%).

Des retournés de populations dans les localités d'origine sont relevés par 11% des personnes enquêtées. À l'exception de Djibo, les cas de retour ont été relevés dans les trois autres communes, à savoir: Diapaga (28%), Gorom-Gorom (18% et Titao (7%).

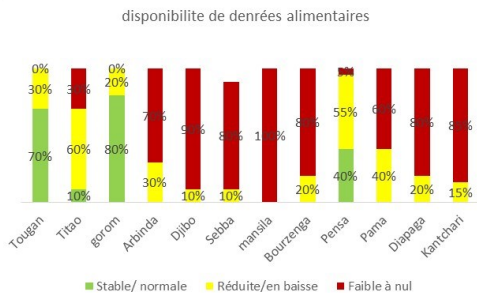


SITUATION DE LA DISPONIBILITE DES DENREES ALIMENTAIRES

La disponibilité des denrées est très problématique dans les communes difficiles d'accès. Ces communes dépendent entièrement des approvisionnements sous escortes ou par hélicoptéré. Seule 3 des 12 communes ont reçu un convoi au cours du mois. il est noté cependant une assez bonne disponibilité de produits maraichers.

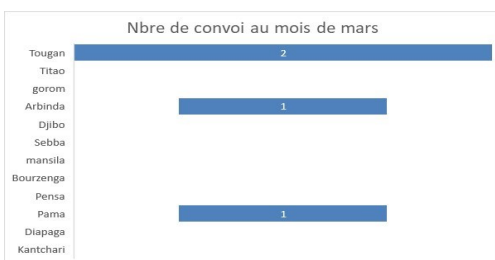
La disponibilité quasi-nulle des denrées alimentaires de base

La situation de la disponibilité alimentaire n'est pas du tout reluisante dans les communes difficiles d'accès suivies. En effet, dans la plupart des communes, les disponibilités sont faibles ou nulles dans plus de 80% des localités. Cette situation touche particulièrement les communes de Mansila et Sebba dans le Yagha, de Djibo dans le Soum et de Diapaga et Kantchari dans la Tapoa. La disponibilité est quasi-normale dans les communes de Tougan, de Gorom-Gorom et de Pensa.



Faible nombre de zones approvisionnées par convoi

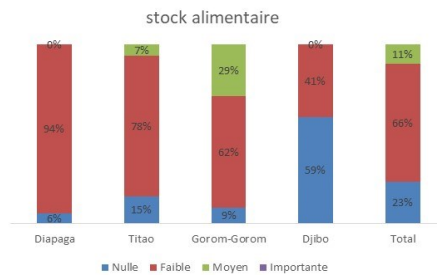
Très peu de convois d'approvisionnement ont été organisés au cours du mois de mars, malgré le début du Carême musulman. À l'exception de Gorom-Gorom où l'approvisionnement se fait sans escorte par les transporteurs, les autres communes dépendent uniquement des convois de l'Etat et des approvisionnements hélicoptérés.



Au cours du mois de mars, seules les communes de Tougan, de Arbinda et de Pama ont été approvisionnées par la route.

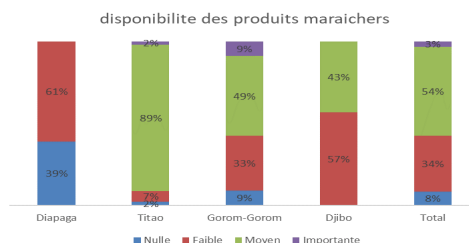
Les stocks alimentaires quasi-nuls

La grande majorité des ménages pauvres et très pauvres ne disposent plus de stocks alimentaires. Selon les résultats de l'enquête conduite dans les 4 communes, 66% des ménages enquêtés ont un stock faible et 23% disent ne plus disposer de stocks. Cette situation est plus difficile à Djibo pour les ménages sans stocks représentent 59%.



Assez bonne disponibilité des produits maraichers

Dans les quatre communes enquêtées, la disponibilité des produits maraichers est jugée moyenne à importante par 57% des personnes interrogées. Cette proportion est plus importante à Titao (91%), et à Gorom-Gorom (58%).

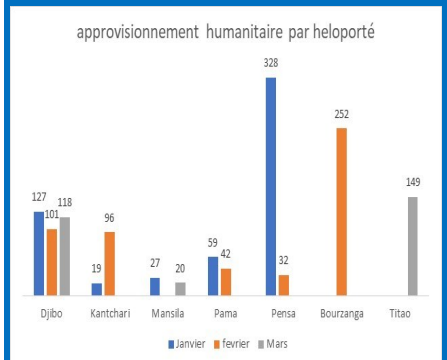


SITUATION DES OPERATION HELIPORTEES DU PAM

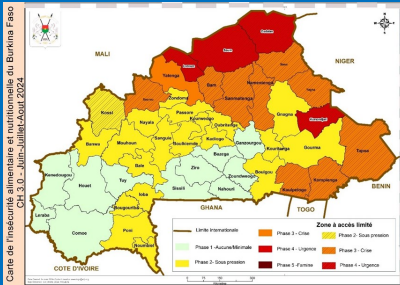
Au cours du mois de mars, Le PAM a poursuivi l'assistance alimentaire aux populations vulnérables des zones d'accès difficiles. Au total, 6 communes ont bénéficié de la distribution générale de vivre du PAM au mois de mars, dont 3 communes suivies, à savoir: Djibo, Titao et Mansila qui ont reçu, respectivement, 118, 149 et 20 tonnes de vivres.

Au cours des trois derniers mois (janvier à mars), 7 des 12 communes suivies ont bénéficiées de la distribution générale de vivre du PAM. Seule la ville de Djibo a été régulièrement approvisionnée chaque mois. Les villes de Bourzenga et de Titao ont reçu un seul ravitaillement sur les trois mois.

Les quantités totales ravitaillées sur les trois mois dans les 7 localités suivies s'élèvent à 1369 tonnes de vivres composés de céréales, de légumineuses et d'huile. Les villes de Pensa et Djibo ont reçu les quantités les plus élevées, représentant respectivement 328 et 118 tonnes.



**RESULTATS DU CADRE HAR-
MONISE DE MARS 2024**



Situation projetée (juin à août 2024)

En situation projetée et si rien n'est fait, la population vulnérable connaîtrait une évolution à la hausse à cause de l'épuisement des stocks, la hausse des prix des denrées alimentaires et la faiblesse des revenus. La population vulnérable attendue dans ce cas se répartirait comme suit :

Population en phase 2 « sous pression » : environ 5 242 700 personnes, soit 23% de la population totale.

La population en phase 3 « crise » : 2 310 858 personnes, répartie dans toutes les régions et représenterait 10% de la population totale.

La population en phase 4 « urgence » : 423 338 personnes, soit 2 % par rapport à la population totale. Mouhoun (3 107 personnes).

L'effectif de la population vulnérable qui nécessiterait une assistance immédiate (phase 3 à pire) serait de 2 734 196 personnes, soit 12% de la population totale.

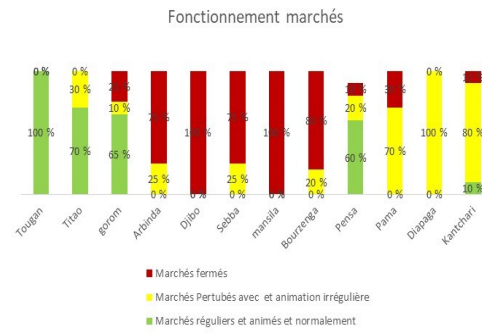
[CH Mars 2024: Fiche de communication | Food Security Cluster \(fscluster.org\)](#)

SITUATION DES MARCHES, LES PRIX ET REVENUS

Le fonctionnement des marchés demeurent très perturbé par la situation sécuritaire. Plusieurs marchés sont fermés ou fonctionnement à minima. Les prix des denrées de base connaissent une hausse annuelle dans la majorité des communes, tandis que le revenu des ménages est en baisse.

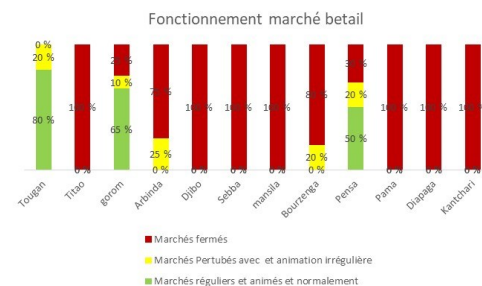
Fonctionnement à demi-teinte des marchés agricoles

La plupart des marchés connaissent un fonctionnement anormal. La majorité des marchés agricoles demeure fermés dans 5 des 12 communes suivies (Djibo, Arbinda, Sebba, Mansila, Bourzenga). Toutefois, les marchés fonctionnent de façon quasi-normale dans les communes de Tougan, Titao, Gorom et Pensa. Dans la Tapoa (Diapaga et Kantchari), le fonctionnement des marchés est perturbé. La situation sécuritaire est le principal facteur impactant négativement sur le fonctionnement des marchés.



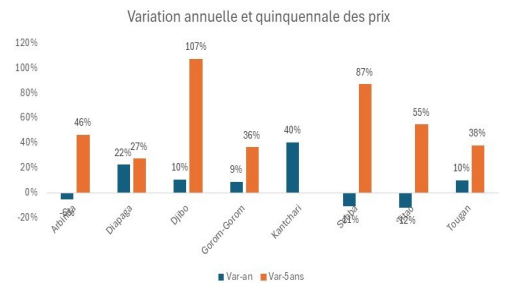
Les marchés à bétail plus fortement impactés

La plupart des marchés à bétail sont fermés du fait de l'insécurité. Seuls les marchés à bétail des communes de Tougan et dans une moindre mesure de Gorom-Gorom et de Pensa ont un fonctionnement quasi-normal.



Les prix moyens des céréales de base en hausse

Les prix des céréales de base enregistrent des niveaux très élevés. Ces prix ont évolué en hausse par rapport au mois précédent de 5 à 10%. Par rapport au mois de mars de l'année passée, des hausses de prix ont été observées exceptées sur les marchés de Sebba, Titao et Arbinda où des baisses modérées ont été relevées, soit respectivement de -11%; -12% et -6%. Ces baisses s'expliqueraient par une meilleure offre par rapport à l'année passée. Il faut noter que la baisse du pouvoir d'achat des ménages entraînant une baisse de la demande sur les marchés. Comparativement à la moyenne quinquennale, les prix sont en fortes hausses atteignant près de 100% sur le marché de Djibo



Les revenus des ménages en baisse

Les revenus des ménages connaissent des baisses importantes au cours de ce mois de mars. Les principales sources de revenus actuellement sont: le petit commerce (36%), la mendicité (21%) et les transferts monétaires des proches (20%).

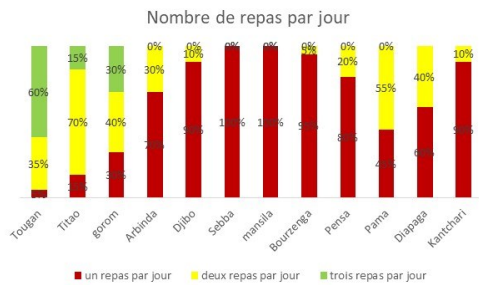
Selon la majorité des ménages enquêtés, les revenus sont en baisse par rapport à l'année passée, excepté à Djibo ou 51% déclarent que leur revenu a augmenté et 11% similaire.

SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE DES MENAGES

La situation alimentaire et nutritionnelle des ménages restent préoccupante. Les ménages très pauvres et pauvres sont obligés de réduire le nombre de repas par jour et consommer des aliments moins préférés pour survivre. Plus de 40% des ménages ont une consommation alimentaire pauvre et 48% des ménages développent des stratégies d'adaptation de moyens d'existence d'urgence.

La majorité des ménages ont accès à un à deux repas par jour

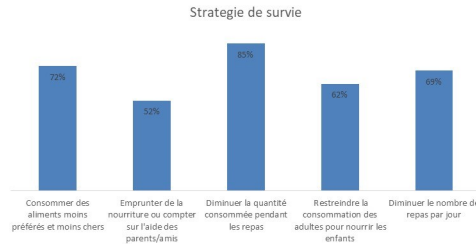
Face au problème de disponibilité alimentaire, les ménages éprouvent des difficultés d'accéder à une alimentation adéquate. La réduction du nombre de repas par jour fait partie des stratégies de survie pratiquées par la plupart des ménages pauvres et très pauvres. Dans la majorité des communes suivies, la plupart des ménages ont un repas par jour. Seules les communes de Tougan, Titao, Gorom et Pama ont plus de la moitié des ménages qui ont au moins 2 repas par jour.



Stratégies de survie des ménages

En plus de réduire le nombre de repas par jour, les ménages déploient actuellement une combinaison de stratégies afin de faire face à l'insécurité alimentaire. Il s'agit, entre autre, de la consommation d'aliments moins préférés, de l'emprunt de nourriture ou l'aide des proches, la diminution de la quantité consommée pendant les repas et la restriction de la consommation des adultes au profit des enfants.

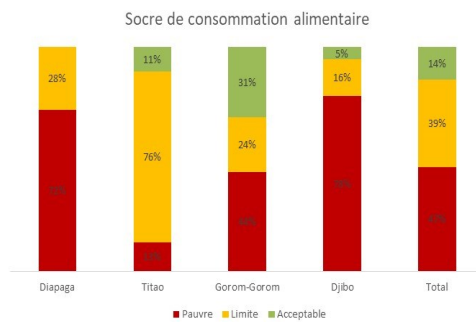
Les résultats de l'enquête ménage montrent que la stratégie de survie la plus utilisée est la diminution de la quantité consommée pendant les repas (85%) et la consommations d'aliments moins préférés (72%).



Mauvaise consommation alimentaire des ménages

Les résultats de l'enquête révèlent que la majorité des ménages ont une consommation alimentaire pauvre (47%) ou limite (39%). Seulement 14% ont une consommation alimentaire acceptable. Cette situation est en forte dégradation par rapport au mois de février passé.

La proportion des ménages avec une consommation alimentaire pauvre est plus élevée à Djibo (78%) et à Diapaga (72%) et plus

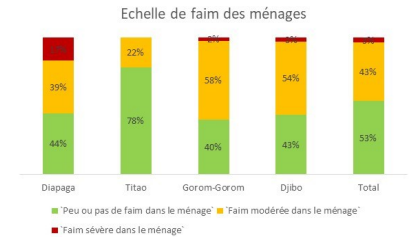


faible à Gorom-Gorom (44%) et à Titao (13%).

La faim ressentie par de plus en plus de ménages

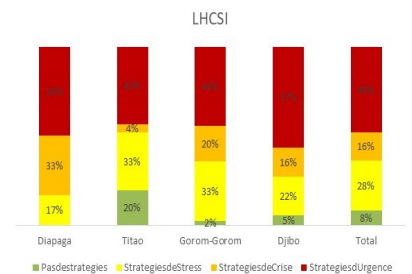
L'analyse de l'échelle de faim des ménages montre que la faim est présente chez les ménages des communes suivies. Dans l'ensemble des quatre communes, la faim toucherait 46% des ménages. La commune de Diapaga enregistre la plus forte proportion de ménages confrontés à la faim, soit 56%.

La commune de Titao semble la mieux lotie avec 78% des ménages ayant peu ou pas de faim.



Situation d'urgence pour les stratégies de moyens d'existence

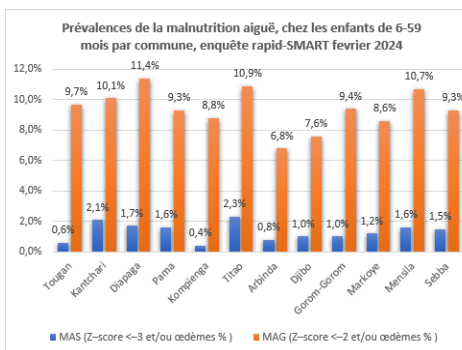
La majorité des ménages font de plus en plus recours à des stratégies de ménages d'existence à coût élevé et irréversible. Dans l'ensemble, près de 48% des ménages font recours à des stratégies d'adaptation de moyens d'existence d'urgence comme la mendicité et l'engagement dans des emplois socialement dégradants et à haut risque. Les communes de Diapaga et de Djibo sont particulièrement les plus concernées avec plus de 50% des ménages ayant recours à des stratégies d'urgence. Les ménages qui ne développent aucune stratégie de moyen d'existence sont principalement situés à Titao et représentent 20% des ménages enquêtés.



Situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans assez sérieuse

Les résultats de l'enquête SMART rapide de février 2024 ont révélés une situation nutritionnelle sérieuse dans quatre (4) communes notamment les communes de Kantchari (10,1%) de Diapaga (11,4%), de Titao (10,9%) et de Mansila (10,7%) qui affichaient ainsi une prévalence élevée de la malnutrition aiguë globale (Poids-pour-Taille <-2 z-score et/ou œdèmes) chez les enfants de 6 à 59 mois, selon la classification de l'OMS. Dans le reste des communes la situation nutritionnelle reste précaire avec des prévalences qui varient entre 7% et 9% et qui restent proches du seuil d'urgence de l'OMS (10% pour la MAG). La combinaison des facteurs de risques notamment l'insécurité, les déplacements, l'insécurité alimentaire (faible disponibilité ali-

mentaire), la prévalence des morbidités (infections respiratoires, diarrhées) et la baisse de l'offre de soins du fait de la fermeture des formations sanitaires (66% au Sahel, 49% au CN, 31% au Nord, 23% à l'Est selon le ministère de la santé) expose les populations de ces zones en particulier les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes et allaitantes à une vulnérabilité accrue et pourrait conduire à une dégradation rapide de la situation nutritionnelle.



Conclusion et recommandations

La situation alimentaire et nutritionnelle continue de se dégrader dans les zones d'accès difficile du pays. Le mois de mars a connu des incidents sécuritaires dans quelques communes, et la majorité des populations dans vit dans un climat d'insécurité dans ces zones.

La disponibilité des produits alimentaires s'est amenuisée davantage avec l'épuisement des stocks. Cette situation a entraîné une hausse des prix des céréales, rendant l'accès à l'alimentation encore plus difficile pour les ménages dont le pouvoir d'achat s'est fortement dégradé.

Les indicateurs de la sécurité alimentaire sont au plus mauvais par rapport au mois de février. La proportion de ménages avec un score de consommation alimentaire pauvre est à un niveau élevé (47%). Quarante-huit pour cent des ménages recourent à des stratégies d'adaptation de moyens d'existence d'urgence, comme la mendicité ou l'engagement dans des emplois socialement dégradants et à haut risque. La situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans est sérieux dans plusieurs localités.

Les prochaines semaines risquent d'être plus compliquées pour les ménages. On pourrait s'attendre à une baisse inquiétante de la disponibilité et à une hausse insupportable des prix si un approvisionnement conséquent n'est pas effectué le rapidement possible. De plus, le tarissement précoce des points d'eau réduirait considérablement les activités de maraîchage et l'abreuvement des animaux. Au regard de la situation telle que dépeinte, il est recommandé de :

- Prioriser les localités où la situation alimentaire est la plus alarmante (Diapaga, Djibo, Mansila, Sebba) ;
- Poursuivre la veille informationnelle sur les zones à accès difficile.

Bulletin mensuel de suivi de la SAN dans les ZAD

WFP BURKINA FASO

11 BP 1754 Ouagadougou 01

tel: 25 30 60 77 - 25 30 84 21

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Elvira PRUSCINI, Country Director & Representative

Equipe de rédaction

Jean Claude MEBENGA, Head of RAM

Moro DABRE, VAM Officer

Zakaria KONFE, M&E officer

Eric PALE, Market Analyst

Moumouni KABRE, data analyst

Jocelyne SANKIMA, VAM Associate

Zenabou SAWADOGO, Programme Associate/GIS

Rasmata OUEDRAOGO, Programme Policy Officer/CFM

GuyStephane BOTONI, Programme Associate RAM / COMET

Mah TRAORE, Monitoring Assistant

